

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **138** (2532)
Semaine du
3 au 9 mars 2011
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 522
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Tunisie : une deuxième étape de la révolution s'est ouverte

Alors que le Premier ministre tunisien, Mohamed Ghannouchi, est contraint à la démission, en Libye, Kadhafi provoque des carnages, et des soulèvements interviennent aux frontières de l'Arabie Saoudite. L'impérialisme américain place ses troupes en état d'alerte en Méditerranée et dans le Golfe. **Pages 2 à 5**

Enseignement
Le soulèvement
se poursuit
dans l'Education
nationale

Malgré la période des congés, parents et enseignants continuent de se mobiliser contre la suppression prévue de 16 000 postes, contre l'application des contre-réformes.

Page 7

Vie du parti
Conférence
de presse du POI
au Salon
de l'agriculture

"Les paysans veulent vivre de leur travail", déclare le tract diffusé.

Page 8

Logement social
Côté cour,
côté jardin

Les élus PS lancent un appel "pour une autre politique du logement" tout en organisant la vente des logements HLM.

Page 10

International
Etats-Unis,
Espagne : les
syndicats sommés
de s'intégrer
ou de disparaître

Soulèvement ouvrier à Madison (Etat du Wisconsin), "pacte social" à Madrid.

Pages 12 et 13



Manifestation à Tunis, le 25 février.

Photo pour IO

France : le gouvernement lance une réforme constitutionnelle pour contraindre à la "réduction des déficits"

C'est une nouvelle étape dans la subordination à l'Union européenne. Le Parti ouvrier indépendant a décidé de lancer une campagne pour le rejet du projet. **Page 6**

Tunisie : après Ben Ali, la révolu-

Tunis,
le 25 février.
On pouvait lire
sur les banderoles :
"Mobilisation
jusqu'au départ
du gouvernement !"



Le Premier ministre, Ghannouchi, qui était en discussion avec l'Union européenne sur la reconduction de l'accord d'association, a dû démissionner face à la mobilisation des 500 000 manifestants rassemblés devant le siège du gouvernement.

Ailleurs et partout

« Un chambardement dans le Golfe aurait pour Washington des conséquences d'une magnitude inimaginable », explique un diplomate américain. La Ve Flotte américaine, basée à Barhein, est en état d'alerte. Des navires américains présents en Méditerranée sont envoyés au large de la Libye. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et les dirigeants de l'Union européenne menacent d'intervenir militairement en Libye pour « des raisons humanitaires ». La barbarie du régime libyen devrait-elle faire oublier le sort des Afghans et des Irakiens, massacrés par dizaines de milliers par les troupes « démocratiques » de l'impérialisme ? Derrière « l'ingérence humanitaire », c'est le contrôle direct de la Libye, de ses hydrocarbures, de son peuple par l'impérialisme et une menace pour les peuples voisins de Tunisie et d'Egypte. La révolution n'est pas une ligne droite. Elle avance, elle recule, elle sinue, elle fait une pause, puis repart. En Tunisie, après avoir fait tomber Ben Ali, elle a dû surmonter des obstacles pour faire tomber le gouvernement Ghannouchi, soutenu par l'impérialisme sous couvert de « transition démocratique ». La révolution est vivante, elle menace l'ordre mondial sous l'égide des Etats-Unis. En Europe, les dirigeants de l'Union européenne s'alarment des risques d'explosion face aux plans drastiques en Grèce, en Irlande, à l'est de l'Europe et ailleurs. Et partout.

Lucien Gauthier

Mohamed Ben Larbi

Cela fait plus de dix jours que la mobilisation des comités locaux et régionaux pour la protection de la révolution se maintient sur la place de la Kasbah, où se trouve le siège du Premier ministre. Des tanks sont plantés sur toute la place, des structures d'accueil de presse, d'ordre, de ravitaillement sont organisées. La détermination est visible dans les propos des jeunes des différents comités que nous avons rencontrés : « Il n'est pas question qu'on parte d'ici avant la chute du régime. Notre révolution a un but précis : faire disparaître tous les symboles du régime du RCD. »

UNE MARÉE HUMAINE ENVAHIT LA PLACE DE LA KASBAH

● **Vendredi 25 février** : dès les premières heures de la matinée, toutes les entrées de la ville sont submergées par l'arrivée de convois venant de toutes les régions du pays. Un déferlement joyeux est visible, une marée humaine qui envahit toute la place de la Kasbah. 400 000, 500 000 ? Il est difficile de le savoir. Mais en tout cas, la densité de la présence des jeunes, des travailleurs, des étudiants, des chômeurs, des mères de famille, des retraités, des paysans, des avocats, des artistes est impressionnante. Nous avons engagé la discussion avec un jeune militant du comité de protection de la révolution de Chrarda, également membre du comité régional de protection de la révolution de Kairouan : « Notre comité comprend des chômeurs, des syndicalistes, des militants de partis politiques, des étudiants. Dans notre région, il y a des comités dans diverses localités comme Nasrallah, Hajeb El Ayoun, Chrarda, et d'autres comités sont en cours de constitution. Notre objectif premier est la chute de ce gouvernement parce qu'il est un des symboles de l'ancien régime. Son maintien ne veut dire qu'une chose,

c'est le maintien de toute la politique poursuivie à ce jour. De même que nous exigeons la dissolution de la police politique, qui est une contradiction flagrante avec la démocratie, la dissolution du Parlement, du Sénat, des conseils municipaux. Ce qui s'impose aujourd'hui, c'est la mise en place d'un vrai gouvernement provisoire formé par les différentes composantes politiques qui n'ont pas eu de liens avec le régime du RCD. Lequel gouvernement peut reprendre également des personnalités civiles reconnues pour leur intégrité et dont la finalité est de préparer des élections libres et démocratiques pour une Assemblée constituante. »

IL FAUT RENATIONALISER

Nous avons rencontré des jeunes. **Dora Hlali**, élève en terminale S au lycée Khaznadar, à Tunis : « On réclame le départ de ce gouvernement parce que, tout d'abord, Ghannouchi est le symbole du régime de Ben Ali. C'est lui qui a signé les contrats de privatisation. Il est clair aujourd'hui qu'il faut renationaliser, à commencer par tout ce que les familles Trabelsi, Ben Ali, etc., ont spolié. Mais on voit qu'ils sont toujours dans la mauvaise voie. On ne peut pas avoir un gouvernement avec des traîtres qui sont dedans. Ils doivent dégager, peu importe le prix. Il y a eu beaucoup de morts, et pour nous, les cours sont arrêtés depuis deux mois. S'il a la moindre fierté, qu'il prenne ses affaires et qu'il dégage. Le maître est parti, il a oublié ses chiens. »

Oussam Daoud, élève à l'institut préparatoire aux études d'ingénieur, militant qui participe à l'occupation de la place de la Kasbah : « Il faut effacer tout ce qui existait avant. Cela fait un mois qu'on attend et rien n'a été effacé. Nos revendications sont claires : on veut une Assemblée constituante pour un nouveau Destour au pays, un Destour de la révolution tunisienne. On veut la dissolution des deux assemblées qui continuent à avoir de l'autorité et

qui sont toutes les deux contrôlées par le RCD. Il faut non seulement qu'ils (les députés — NDLR) soient renvoyés, mais aussi jugés parce qu'ils sont tous impliqués dans la corruption. Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est que tous ceux qui, hier, étaient avec Ben Ali, s'annoncent comme les amis de la révolution et se réclament de la révolution. Tous parlent de la défense de la révolution, y compris la presse qui était servile avec Ben Ali. Le ministre A. Mejib Chebbi, président du Parti démocrate progressiste, se moque même de la révolution en demandant qu'on les laisse seulement passer pour continuer à travailler. Il insulte la révolution. »

L'UGTT APPELE À LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

Dans la soirée, quatre jeunes sont tués au centre de Tunis, à l'arme laser. Parmi eux, le jeune Ahmed Hanachi, il n'a pas 20 ans. J'apprends plus tard, par le comité d'information de la mobilisation de la Kasbah, que ces assassinats sont directement liés aux provocations policières.

La déclaration de l'UGTT du 27 février

« Premièrement, (le bureau exécutif de l'UGTT) appelle le gouvernement actuel à démissionner dans l'immédiat et à cesser de diriger les structures de l'Etat dans la mesure où il est dans l'incapacité totale d'assurer la sécurité des citoyens et d'assumer son rôle transitoire. Deuxièmement, appelle à instituer une Assemblée constituante élue par le peuple et qui assure la démocratie et la liberté de choix. Troisièmement, appelle le président actuel à désigner une personnalité nationale indépendante qui a l'assentiment de tous pour former un gouvernement de technocrates pour la gestion des affaires courantes (...). »

ion emporte Ghannouchi



Photo pour IO

Un groupe de policiers a massacré un restaurant sur l'avenue Habib-Bourguiba. Ce qui a provoqué la répression et l'émeute.

Dans la soirée, le secrétaire général de l'UGTT, Hacine El Abassi, intervient dans un débat télévisé à la chaîne de télévision Hannibal et dit : « Il faut immédiatement la démission de ce gouvernement, qui est en totale contradiction avec les exigences de notre révolution. Il faut que soit formé un gouvernement de salut public et que soit élue une Assemblée constituante souveraine. »

● **Le lendemain, 26 février** : la mobilisation à la Kasbah continue. Les comités occupent depuis plus d'une semaine la place du Gouvernement avec les mêmes exigences : la disparition de l'ancien régime et les libertés démocratiques garanties par un gouvernement provisoire qui a le consentement de toutes les parties pour préparer les élections à une Assemblée constituante.

Dans l'après-midi, de la porte de France où j'étais en direction de la Kasbah, j'entendais dire et j'apprends que trois jeunes sont tombés.

● **Dimanche 27 février**, dans la matinée, le bureau exécutif de l'UGTT se réunit et appelle le gouvernement à démissionner. Trois heures plus tard, le premier ministre, Ghannouchi, annonce sa démission en direct à la télé. Nous étions à la Kasbah. Scènes de liesse, de joie, immédiatement rythmées par : « Mobilisation, mobilisation, jusqu'à la chute du régime ! », mot d'ordre chanté et repris pendant toute la soirée par la place de la Kasbah. Une heure plus tard, nous apprenons la nomination de Beji Caïd Essebsi, un cacique du régime... de Bourguiba, un des maîtres d'œuvre de la répression en son temps, ancien ministre

de l'Intérieur. Il apparaît pour tous les militants avec lesquels nous discutons que le régime cherche à rebattre ses cartes sans changer de jeu.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE !

A Sfax, où il voulait tenir une réunion publique, le secrétaire général du parti Tajdid (ex-Parti communiste tunisien), Hamed Ben Brahim, et également ministre du gouvernement Ghannouchi-Essebsi, est chassé par la foule aux cris de « Tajdid, parti démocrate progressiste, c'est la même chose que le RCD ! » Il est même poursuivi par les manifestants jusqu'à son hôtel, qui l'obligent à prendre la fuite.

A Bizerte, la même chose arrive au ministre Nejjib Chebbi, président du PDP et à la secrétaire générale de ce même parti. Les étudiants les obligent à quitter le lieu où ils voulaient tenir une réunion publique.

● **Lundi 28 février** : quelques ministres et secrétaires d'Etat, dont Taieb Baccouche, le ministre de l'Education nationale, annoncent leur démission. Nous étions à la place de la Kasbah. Et voici quelques-uns des propos que nous avons eus avec Mohamed Slaga, jeune professeur de français, membre du comité de protection de la révolution de Metlaoui.

Ce jeune militant pose une question de très grande portée : « Nous avons été appelés par le Comité national de sauvegarde de la révolution à envoyer un délégué par comité à la réunion qui se tiendra ce soir à 22 heures. Mais pour nous, il est essentiel que la révolution qui est partie d'en bas, du peuple, d'une région comme la nôtre, touchée particulièrement par le chômage, la misère, soit contrôlée et dirigée par nous. Notre demande, notre exigence est claire, c'est celle d'une Assemblée constituante. »

“La terre à ceux qui la travaillent”

Des étudiants de l'Ecole nationale d'agriculture de Mateur, qui défilait sous la banderole de leur école :

— « Nous avons formé le comité de notre école et nous défendons les mots d'ordre que réclame tout le peuple tunisien. »

— **C'est-à-dire ?**

— La dissolution des deux assemblées, la dissolution du gouvernement et de toutes les structures du RCD, y compris les municipalités, la formation d'un gouvernement de salut public, une Assemblée constituante.

— **Vous êtes étudiant dans une école nationale d'agriculture et vous avez certainement réfléchi et échangé entre vous sur la question de la terre. Quel est votre point de vue ?**

— Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que les terres domaniales ont été gracieusement distribuées aux détenteurs de capitaux et aux familles régnantes. Alors, la révolution vient pour ouvrir un nouveau tournant radicalement opposé à celui-là. La terre doit revenir à ceux qui la travaillent, aux paysans pauvres de notre pays et aux techniciens issus des écoles agricoles qui ont étudié et qui ont les capacités pour la faire fructifier. »

ÉDITORIAL

Certes, Paris n'est pas Tunis...

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Certes, Paris n'est pas Tunis... Mais il y avait quelque chose d'étrange dans la prestation télévisée du président de la République dimanche soir, une impression de déjà-vu. Rappelez-vous : ce moment où l'ancien président tunisien, Ben Ali, dans un pays déjà engagé sur la voie de la révolution, annonçait solennellement... qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle ! Comme si c'était de cela qu'il s'agissait ! La suite a montré où étaient les véritables aspirations du peuple... et comment il entendait les satisfaire.

Chez nous, dimanche soir, Sarkozy a donc sorti de sa musette deux ministres présentés comme indiscutables. Le dimanche précédent, c'était Strauss-Kahn et les confidences de Madame qui avaient fait le « buzz » médiatique, comme on dit maintenant. Pendant ce temps, grèves et manifestations se multiplient dans les écoles, les lycées et les collèges contre les 16 000 suppressions de postes et les contre-réformes, et à La Poste contre la sécabilité. Dans tout le pays s'exprime de manière grandissante le rejet des politiques dictées par l'Union européenne.

A Bruxelles, justement, se prépare un sommet européen, qui, le 11 mars, doit mettre au point un « pacte de compétitivité ». On discute gravement en ce moment entre la Commission de Bruxelles, d'une part, Merkel et Sarkozy, d'autre part, sur le contenu de ce pacte. Mais tous sont d'accord sur une chose : il faut aller plus loin que l'actuel pacte de stabilité. Au minimum, le « pacte de compétitivité » devra comprendre des mécanismes qui bloquent les salaires, contraignent au remboursement de la dette et à la remise en cause des systèmes de retraite. D'une manière ou d'une autre, ce pacte devra inscrire dans les Constitutions nationales l'obligation de « résorption des déficits publics ». Il devra aussi comporter une clause pour contraindre les organisations syndicales à s'intégrer dans la gouvernance, sur le modèle du « pacte social » signé à Madrid entre le gouvernement « socialiste » de Zapatero et les centrales syndicales.

Certes, Paris n'est pas Tunis... Et pourtant, *La Tribune* (quotidien capitaliste spécialisé dans le conseil aux spéculateurs) publie (le 25 février) un article intitulé : « Et si la révolution des peuples arabes faisait école en Europe... » Sous la plume du rédacteur en chef chargé des éditoriaux, on relève ce passage : « Ecouter la société civile avant qu'il ne soit trop tard sous peine de tout perdre... Voilà le conseil avisé adressé par les dirigeants occidentaux aux dirigeants arabes sous pression (...). Peut-être feraient-ils bien de se l'adresser à eux-mêmes, car la révolte des peuples, désormais, c'est aussi à l'Ouest (ou au Nord, question de point de vue). D'Athènes à Dublin, les habitants des pays étranglés par la crise de la dette manifestent leur profond mécontentement, dans la rue avec violence en Grèce lors de la grève générale de mercredi dernier, dans les urnes avec détermination en Irlande. A quelques jours du sommet européen où sera mis aux voix le nouveau pacte de compétitivité, la France et l'Allemagne sont prévenues que l'austérité sans fin à des limites. »

D'où cet avertissement de l'éditorialiste de *La Tribune* : la politique de la Banque centrale européenne « prend le risque d'attiser la révolte des classes moyennes occidentales ».

Bruxelles, Francfort, Paris : les institutions de l'Union européenne et de la Ve République ne pourront indéfiniment opprimer les peuples et les travailleurs, et piétiner la démocratie.

Certes, nous ne sommes pas à Tunis... Mais...